

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-chasse-aux-jeunes-guerre-permanente-taser-grenades-partout.html>



# Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, enfermement des malades covid, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales, innocent en prison...



Date de mise en ligne : mercredi 14 juillet 2021

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**A Crest comme partout en France, la jeunesse dérange l'ordre établi par sa seule présence**, le système policier veut qu'elle se tienne sage à coup de grenades à létalité réduite qui mutilent, de lacrymos en pluie et d'amendes à tout va.

Pour l'Etat, même la consommation et la fête doivent rester dans les normes de sécurité labellisée, tandis que l'insécurité climatique mondialisée due au capitalisme s'accroît.

**La distraction sous contrôle oui, la liberté et l'insoumission non.**

L'Etat et ses flics nous veulent comme des robots : (re)programmables, prévisibles, transparents, obéissants, propres, sans déchets ni traces de vie.

**Mais veut-on de cette société de morts-vivants qui produit légalement la mort de manière industrielle et profitable ?**

Les forces de résistances qui pourraient enrayer la Machine sont réprimées par des forces spéciales armées jusqu'aux dents, tandis que les milliardaires dansent tranquillement sur nos tombes à la télé en brûlant les restes des mondes vivants, tandis que la Machine broie l'imprévisibilité de la vie pour que perdure la sécurité des cimetières de masse.

Mais si les robots peuvent danser à présent, seuls les corps vivants peuvent inventer des chorégraphies à chaque pas, à chaque seconde, pour danser librement sur les ruines des machines incendiées.

## 5 LA POLICE CHARGÉE DE CONTRÔLER LES MESURES SANITAIRES DANS LES BARS ET RESTOS

### ► Police partout santé nulle part : des agents non-vaccinés contrôleront la vaccination de clients -

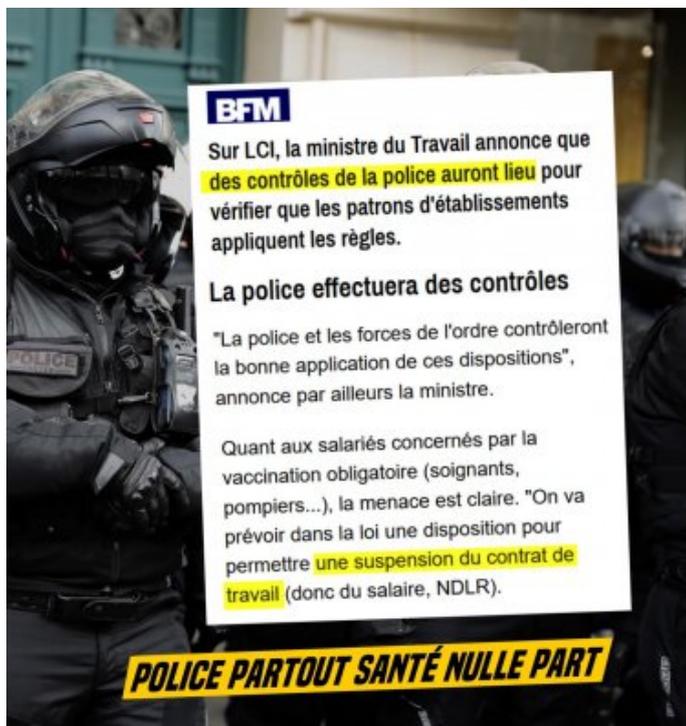
; La fuite en avant autoritaire s'accélère encore en France. Macron a annoncé la généralisation du « pass sanitaire », l'obligation de se faire vacciner et la fin du remboursement des tests de dépistage dans les semaines qui viennent. Dangereux, absurde, liberticide. En parallèle, le gouvernement promettait qu'une seule profession serait totalement exemptée de ces obligations : la police. Une profession pourtant « au contact du public ».

; Dans la foulée, la ministre du travail Elisabeth Borne annonçait que la police serait chargée d'organiser des contrôles dans les établissements recevant du public. En d'autres termes, des policiers non-vaccinés pourront faire des descentes pour vérifier la vaccination de personnes qui boivent un verre en terrasse ! Kafkaïen.

; Cela crée un précédent extrêmement grave : cela veut dire que les forces de l'ordre pourront rentrer dans les bars et les restaurants pour contrôler le personnel et les clients, sans aucun regard de la justice. La police avec les pleins pouvoirs. Une carte blanche pour des contrôles tout le temps, partout, et éventuellement des sanctions contre les bars mal vus des autorités.

; Tout aussi grave, la ministre du travail promet des mesures pour « suspendre le contrat » et faire licencier les travailleurs et travailleuses non-vaccinés. Ici encore, c'est un précédent grave, une atteinte au code du travail. Aujourd'hui cela concerne un vaccin, et demain ?

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales, innocent en prison... Police partout, santé nulle part

## Assignation forcée à résidence surveillée pour les malades du covid-19 ?!

- Dans l'article "[Covid-19 : le gouvernement veut imposer un isolement de dix jours pour toute personne dont le test est positif](#)" on apprend :

L'avant-projet de loi, actuellement soumis au Conseil d'Etat, prévoit par ailleurs jusqu'à 45 000 euros d'amende pour l'exploitant d'un lieu qui manquerait aux futures obligations de contrôle du passe sanitaire, et crée un nouveau motif de licenciement.

(...)

Le texte, actuellement soumis au Conseil d'Etat, introduit, si le test Covid est positif, le placement et le maintien en isolement pour dix jours dans le lieu déclaré à l'examen. Cette disposition était jusqu'ici réservée aux personnes entrant sur le territoire. Le respect de ce placement à l'isolement pourra être contrôlé par la police et la gendarmerie, la procédure étant placée sous le contrôle du juge des libertés et de la détention.

Le projet prévoit le maintien d'une autorisation de sortie entre 10 heures et 12 heures, ainsi que des adaptations possibles concernant « la poursuite de la vie familiale », « la condition particulière des mineurs » ou encore le cas de personnes dont la sécurité serait menacée pendant leur isolement.

(...)

L'exploitant d'un lieu qui manquerait aux futures obligations de contrôle du passe sanitaire devrait être passible d'une amende allant jusqu'à 45 000 euros et d'un an de prison. « Le fait, pour un exploitant d'un lieu ou établissement, le responsable d'un événement ou un exploitant de service de transport, de ne pas contrôler la détention [du passe sanitaire] par les personnes qui souhaitent y accéder est puni d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende », dispose son article 1er.

(...)

Le projet dispose également que les salariés soumis à la vaccination obligatoire (personnels soignants, au contact de populations fragiles, pompiers) ne pourront plus exercer leur activité en cas de manquement au passe sanitaire après le 15 septembre, et pourront être licenciés si la situation perdure pendant les deux mois qui suivent.

▶ voir aussi [cette analyse de l'avant-projet de loi](#)

## 4 MACRON VEUT DRESSER LA JEUNESSE

▶ **Service obligatoire et répression de toute forme de mobilisation de la jeunesse -**

¡ JEUNESSE AU GARDE-À-VOUS : l'éducation n'est pas une priorité pour ce gouvernement qui abandonne les enseignants, les élèves et laisse tomber en lambeaux les établissements scolaires. Il n'y a pas d'argent dit-on. En revanche, les moyens sont illimités pour mettre au pas la jeunesse : entre 3 et 6 milliards d'euros par an seront dilapidés pour imposer le Service National Universel, une forme de service militaire visant à endoctriner les jeunes. Le tout en prenant l'argent de l'Education Nationale pour le transférer à l'armée. L'idée est simple : formater les adolescents en leur distribuant des uniformes, en leur faisant hisser des drapeaux en rangs et en leur bourrant le crane avec des idées réactionnaires. Dès cette année, le gouvernement annonce le recrutement de 25 000 adolescents pour des « stages » de Service National Universel, avec à terme l'objectif de devenir obligatoire un service pour tous les jeunes. En clair, obliger 800 000 adolescents par an à intégrer le SNU, dès l'horizon 2022-2023. En cas de non-participation, un jeune pourrait être interdit de passer le code de la route, de s'inscrire au baccalauréat ou de passer des concours administratifs. Bref, il s'agit d'une pure opération de soumission et de dressage de la jeunesse avec des sommes colossales volées à l'éducation.

¡ JEUNESSE EN GARDE À VUE : dans le même temps, toute forme d'engagement social ou festif de la jeunesse est broyé avec une répression implacable. Manifestations lycéennes ? Grenades. Mobilisations écologistes ? Grenades. Lutte contre la précarité étudiante ? Grenades. Jeunesse des quartiers qui demande de la dignité ? Grenades. Pourtant, lycéens, étudiants, jeunes travailleurs paient le prix fort de la crise sociale et sanitaire. Et sont écrasés au moindre mouvement. A présent, de simples fêtes sont transformées en zones de guerre par le pouvoir. A Redon, passer de la musique dans un champ désert provoque l'envoi de centaines de forces armées qui gazent et mutilent les jeunes venus danser. Même chose deux jours après à Nantes pour une commémoration de la mort de Steve, lui même tué lors d'une fête de la musique. Une ville entière en état de siège, des munitions par centaines, des arrestations ... Tout ce qui échappe au contrôle du Régime néolibéral et autoritaire est traité comme une menace à éliminer par la force.

**Voilà le monde de Macron. Voilà comment il considère la jeunesse : soit au garde-a-vous, soit en garde à vue.**

(post de Nantes Révoltée)



**Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales...** Des robots dansent, qui chorégraphiera la ruine des machines ?

## ÑCHASSE AUX JEUNES «

La police de Macron a encore fait du sale à Versailles pour disperser des jeunes venus faire la fête en extérieur. Nouveauté, en plus des lacrymos et charges, ils ont utilisé des chiens pour faire cette désormais traditionnelle chasse au jeune et à la fête !

([post et vidéo sur Cerveaux non disponibles](#))

- voir aussi un article du journal Le Crestois du vendredi 9 juillet, avec **des amendes distribués à des jeunes à Crest par des gendarmes** juste parce qu'ils chantaient et faisaient un peu de bruit le soir...

## EN GUERRE PERMANENTE

Macron a créé une brigade ultra violente et digne d'une milice, les BRAV-M. Officiellement pour lutter contre des situations insurrectionnelles. Sauf que depuis, ces brigades interviennent partout : pour déloger des jeunes qui pic nic au bord de la Seine, où, hier soir, pour contrôler des jeunes qui roulent en trottinettes autour des Champs Elysées, alors qu'un arrêté l'interdit en soirée désormais. La terreur, partout, tout le temps.

([post et vidéo sur Cerveaux non disponibles](#))

## 4 LA "CRS 8" : UNE NOUVELLE FORCE SPÉCIALE DE "SUPER-FLICS" POUR MATER LES RÉVOLTÉS

- **Nouveaux équipements, déploiement rapide, cette nouvelle expérimentation sera appelée à être généralisée -**

Seulement quelques heures après avoir annoncé une rallonge d'un milliard d'euros supplémentaire sur le budget 2022 de son ministère, Gérald Darmanin officialisait hier la naissance d'une unité spéciale de CRS. Des "super-flics" mobilisables en 15 minutes, 24h/24 et 7j/7.

C'était l'une des mesures phares du ministre. Depuis aujourd'hui la compagnie basée à Brièves dans l'Essonne est opérationnelle. Dans la lignée des brigades anti-criminalité, Compagnies d'Intervention, détachements d'action rapide et autres voltigeurs des brigades de répression d'action violente, ce peloton nouvelle génération ne manquera pas de terroriser la population dans un pays qui compte déjà plus de 23000 CRS et Gendarmes mobiles dédiés spécialement au maintien de l'ordre.

Composée de 200 agents surarmés et surentraînés, elle sera dotée de nouveaux équipements. Pour commencer, son rayon d'action ne dépassera pas les 300 km. Mais à terme, place Beauvau, les fonctionnaires imaginent déjà cette force spéciale pouvant se déployer avec leur matériel sur tout le territoire par voies aériennes dans un temps record. D'après le ministère, elle sera « à la fois souple et mobile par son organisation, et permettra d'assurer une grande rapidité d'intervention avec des moyens optimisés. Elle constitue une nouvelle lame au couteau suisse des unités de forces mobiles ».

**« Si la CRS 8 démontre son utilité et son efficacité, alors il y aura d'autres CRS 8 » insistait le ministre. Ces forces d'action rapide auront donc vocation à se généraliser pour écraser rapidement les colères populaires.**

Elles seront un nouvel outil à disposition du pouvoir dans la guerre contre-insurrectionnelle qu'elle mène à sa population. La création de cette nouvelle unité de flics était ardemment désirée par le directeur général de la police nationale en personne, Frédéric Veaux. Elle doit répondre à une prétendue augmentation des "violences en manifestations" et des "violences urbaines".

**Les mobilisations sociales et les quartiers populaires seront donc en ligne de mire. Des terrains d'expérimentation de nouvelles techniques de maintien de l'ordre.** Justifier la création d'une nouvelle force répressive en parlant d'une augmentation de la violence chez la population est un pur fantasme. Pire un mensonge éhonté. Si la violence augmente, c'est bien dans les rangs des milices d'État. Chez ces flics radicalisés à tel point qu'aujourd'hui, en France, on peut perdre un oeil, une main ou la vie pour avoir voulu danser.

Avec ces agents de police d'un nouveau genre, Darmanin entérine une nouvelle fois la fuite en avant sécuritaire du régime. Avant une rentrée sociale qui s'annonce agitée, Macron et son gouvernement privilégient encore l'escalade de la violence. Pendant que l'État ferme des lits d'hôpitaux et supprime des postes d'enseignants, il octroie toujours plus de moyen à la police pour mater les révoltes à venir.

(post de Nantes Révoltée)



**Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales...** Des flics commandos pour tenter de mater les révoltes avant qu'elles ne s'étendent

## **4 VAL D'OISE : UN POLICIER FAIT USAGE DE SON « TASER », LA VICTIME MEURT SUR LE COUP**

► **Pour un loyer impayé à Pierrelaye, la police a tué un homme de 34 ans lors d'une expulsion locative -**

‣ Il est presque 10h quand un huissier, accompagné de policiers, arrive au domicile de la victime pour l'expulser de son logement.

‣ D'après le récit policier, la situation aurait dégénéré. Le locataire, réveillé par l'arrivée d'un huissier et des forces de l'ordre, et connu pour des fragilités psychiatriques, se serait saisi d'un couteau.

‣ C'est à ce moment là qu'un premier agent utilise son arme de service pour « riposter » sur le trentenaire qui échappe de peu au tir : selon la police, une riposte à balle réelle contre une arme blanche sans sommation.

‣ Alors que le drame a été évité de justesse, le second policier décide de tirer au « Taser » dans la poitrine du locataire qui s'effondre sur le coup, inconscient. Victime d'un arrêt cardio-respiratoire, il sera déclaré mort une

demi-heure plus tard après l'intervention du SAMU.

; La firme Axon qui produit cette arme avait pour ambition « d'éviter les pertes de vies humaines » comme l'avait surnoisement expliqué son PDG. Son usage, qui s'est démocratisé aux États-Unis, nous relève le caractère extrêmement dangereux de cette arme dite « sub-létale » qui défraie régulièrement la chronique de l'autre côté de l'Atlantique. Elle tue de trop nombreuses personnes lors d'opérations de police.

; En France, en 2010 déjà, un sans-papier malien de 38 ans mourait suite à un tir de « Taser », c'était la première victime de cet engin de mort sur le territoire. En 2013, un réunionnais de 21 ans qui rentrait d'une soirée étudiante perdait la vie à la Ferté-Saint-Aubin en subissant le tir du pistolet électrique d'un gendarme. Plus récemment, en septembre 2019 à Tarascon, un homme mourait des suites de deux coups de pistolet à impulsion électrique lors d'une intervention policière.

; Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, avait annoncé son intention de généraliser l'utilisation de ces pistolets pour ses forces armées. Outre la dangerosité mortelle de cette arme, électrocuter une personne est un acte de torture pur et simple. En août 2019, un homme était interpellé par la police à Saint-Ouen. Au cours de l'arrestation, après avoir été étranglé par les policiers, il avait reçu des coups de « Taser » dans les organes génitaux. Des actes de barbarie sans commune mesure.

Les armes de la police, quelles qu'elles soient, peuvent être létales en fonction de leur utilisation. Comme les lanceurs de balles de défense et les grenades, le « Taser » mutilé et tue. Les confier à des milices radicalisées, politisées à l'extrême-droite et sûres de leur impunité est le meilleur moyen pour l'État de soumettre et terroriser la population.

Désarmons la police ! Justice pour les victimes de crimes policiers !

(post de Nantes Révoltée)



**Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales... Tué pour un défaut de loyer**

## Divers

- [Comment un service de police a industrialisé le contrôle au faciès](#) - Le témoignage inédit d'un policier et de nombreux documents permettent à StreetPress de révéler les sales méthodes des Unités de lutte contre l'immigration irrégulière et notamment l'usage industriel des contrôles au faciès.
- [Une militante calaisienne obtient l'effacement de sa fiche S](#) - Arrêtée lors d'une manifestation de soutien aux migrants, Camille avait appris qu'elle était inscrite au fichier des personnes recherchées pour menace contre

la sûreté de l'État. « C'est dans les dictatures que l'on fiche les opposants politiques ! », dénonce-t-elle.

- [Libertés : Plutôt que réduire le trafic aérien, le gouvernement veut réprimer les activistes](#) - Alors que les actions des militants écologistes pour dénoncer le transport aérien et ses conséquences climaticides se multiplient, le gouvernement souhaite créer un délit punissant sévèrement les intrusions sur les pistes des aéroports.(...) Débattu par les députés ce mardi 6 juillet, le texte prévoit de punir de six mois de prison et 7 500 euros d'amende « le fait de s'introduire [...] dans la zone côté piste d'un aéroport ». La peine serait portée à un an de prison et 15 000 euros d'amende, soit le double, quand l'action est « commise en réunion » ou « précédée, accompagnée ou suivie d'un acte de destruction, de dégradation ou de détérioration ». Le gouvernement avait déjà tenté, par un amendement, d'introduire de telles sanctions dans la loi Sécurité globale. Il avait été déclaré irrecevable. Il revient donc à la charge dans ce texte fourre-tout et bien moins médiatique. (...) « L'inflation législative en matière de répression du champ social et associatif [2] est historique durant ce quinquennat, et de plus en plus inquiétante », estime Clara Gonzales.
- [Priée d'arrêter d'allaiter à Disneyland Paris : « On m'a dit que je devais aller ailleurs »](#) - Une mère de famille qui s'était assise sur un banc pour donner le sein à son bébé de deux mois, a dû arrêter à la demande d'agents du parc. Choquée, elle nous raconte. La direction, qui s'excuse, reconnaît une erreur.
- [Surveillance numérique et refroidissement social](#) - La théorie du refroidissement social a été développée aux États-Unis (social cooling) par un « chercheur » indépendant, Tijmen Schep [2]. L'idée est de rendre compte des conséquences de la surveillance de façon générale au sein d'une société. Bien que la théorie s'attarde principalement sur la surveillance par des moyens informatiques, les conséquences restent plus ou moins identiques quand celle-ci est réalisée de façon physique. La théorie a été construite par similarité avec le réchauffement climatique pour leurs caractéristiques subtiles et complexes et leur conséquence globale sur la société.
- [Suspicion et incitation aux signalements : les IPR en roue libre](#) - Cette année, lors de l'épreuve d'histoire-géographie et d'EMC du Diplôme National du Brevet général, les candidat-e-s devaient imaginer une proposition d'action concrète en lien avec des principes et valeurs de la République.  
Le 1er juillet 2021, lors de la correction des épreuves, qui avait démarré depuis plusieurs heures, les IPR d'histoire-géographie/EMC du Rhône ont demandé aux correcteurs et correctrices de signaler les copies « contenant des propos tendancieux ». Ces consignes ont notamment été transmises oralement dans certains centres de correction à Vaulx-en-Velin et à Saint-Priest.
- [Quand l'armée engage des auteurs de science-fiction pour imaginer les menaces du futur](#) - Le ministère des armées a réuni un collectif d'écrivains pour l'aider à préparer l'avenir de la défense. Regroupés au sein de la Red Team, ceux-ci planchent sur des scénarios dans lesquels l'armée pourrait se trouver en difficulté.
- [Gentioux : peur sur le village ?](#) - Mercredi 7 juillet 2021 le comité de soutien aux personnes interpellées dans l'affaire de l'incendie de l'émetteur des Cars en janvier 2021 et de celui des véhicules ENEDIS en février 2020, a réuni une centaine de personnes. Ils dénoncent le climat de peur qui plane sur le village.
- [Surveillance : Les deux visages de « voisins vigilants », le dispositif qui prétend faire baisser la délinquance](#) - Un gros oeil noir sur fond jaune. C'est la signalétique des « Voisins vigilants » : un dispositif public valorisé par des mairies et l'État, ainsi qu'un service dispensé par une société privée. Ces « voisins vigilants » sont-ils efficaces ? Enquête.  
(note : [Crest est pour l'instant la seule commune de la Vallée de la Drôme a avoir adopté le dispositif officiel de surveillance "citoyenne"](#) - [Aouste sur Sye y songe](#))

## "JÉRÔME RODRIGUES A ÉTÉ VISÉ CAR IL DEVENAIT EXTREMEMENT POPULAIRE"

"J'apporte des témoignages du monde sécuritaire et policier, qui me disent : Jérôme Rodrigues, qui a perdu l'oeil à la Bastille, a été pointé. Il y a au sein de la police, des gens très spécialisés dans le renseignement, qui visent des efficacités comme un commando de services spéciaux."

Antoine Peillon, journaliste et auteur de "Coeur de boxeur : le vrai combat de Christophe Dettinger", invité de Denis Robert pour Le Média, révèle les circonstances de l'agression de Jérôme Rodrigues.

▶ [VIDEO de l'interview](#)

(Le Media.TV)

## – DARMANIN PROMeut UN POLICIER IMPLIQUÉ DANS L'AFFAIRE BENALLA

▶ Laurent Simonin avait équipé le milicien et volé des images de surveillance pour le couvrir : il est propulsé au plus haut grade de la Police Nationale par le ministre de l'intérieur -

**C'est devenu une habitude au haut sommet de L'État. Tout le monde se souvient de Castaner décorant les flics les plus violents, lors du mouvement social des Gilets Jaunes. Mais aussi de Grégoire Chassaing, le commissaire responsable de la mort de Steve qui était nommé il y a quelques semaines au poste de n°1 de la police de Clermont-Ferrand.**

Dans l'indigne lignée de ses prédécesseurs, Gérald Darmanin vient de promouvoir un policier mis en examen dans le cadre de l'affaire Benalla. Qui a oublié Alexandre Benalla ? Ce membre de la garde rapprochée du président de la République qui s'amusait à tabasser gaiement du manifestant le 1er Mai 2018 à Paris, place de la Contrescarpe ? Le tout déguisé en flic, pour garantir sa propre impunité.

Un article du Point nous apprenait hier que l'un des protagonistes de ce scandale d'État, Laurent Simonin, - ancien chef-d'état major de la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC) à la préfecture de police de Paris au moment des faits - vient d'être promu commissaire général, le plus haut du corps des commissaires par un arrêté de Gérald Darmanin datant du 15 Juin 2021. Cet homme est mis en examen pour « violation du secret professionnel » et « détournement d'images issues d'un système de vidéoprotection ».

En clair, il a fourni et équipé en matériel le garde du corps d'Emmanuel Macron et son ami néonazi Vincent Crase lors de la manifestation du 1er Mai. Brassard de police et casque vissé sur la tête, Benalla s'était adonné avec passion à molester des opposants politiques. Mais le scandale ne s'arrête pas là. Laurent Simonin est aussi le fonctionnaire qui avait fourni illégalement les images de vidéosurveillance à Benalla pour qu'il puisse défendre l'indéfendable lorsque « l'affaire » avait éclaté quelques semaines plus tard.

Le haut fonctionnaire de police avait été mis quelques mois au placard avant de retrouver des postes « prestigieux » à Dreux et à Mayotte alors qu'il était toujours mis en examen dans le cadre de « l'affaire Benalla ». Le ministère de l'Intérieur continue donc à décorer et récompenser les agents de police les plus radicalisées, et ses fonctionnaires qui se chargent des basses oeuvres. L'Etat est une mafia au service de l'extrême-droite et des ultra-riches.

(post de Nantes Révoltée)



**Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales...** Des centaines de lacrymos et de grenades pour attaquer de la musique libre

## Ñ RETOUR À L'ENVOYEUR : DES CENTAINES DE GRENADES DEVANT LA PRÉFECTURE DE REDON

Plusieurs centaines de personnes sont actuellement rassemblées près de la sous-préfecture de Redon pour dénoncer la répression de la free party de la semaine dernière.

Les munitions utilisées ont été dispersées sur la place de Bretagne. L'endroit est jonché de restes de lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Les forces de l'ordre avaient utilisé plus de 1400 grenades contre la fête, blessant de nombreuses personnes, et mutilant à vie un jeune de 22 ans.

En 2018, plusieurs milliers de grenades avaient été déposées devant la préfecture de Nantes après l'expulsion militaire de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Retour à l'envoyeur !

(post de Nantes Révoltée)

## ¥ LA MAIN ARRACHÉE À REDON EST « INEXPLIQUÉE » SELON LE PROCUREUR DE RENNES

- Ce magistrat est aussi en charge de l'affaire Steve et a persécute également les teufeurs du Réveillon -

Phillipe Astruc, le procureur en charge de l'enquête sur les circonstances de la mutilation d'un jeune rennais lors de la free party réprimée à Redon annonce sereinement dans la presse que la main arrachée restait « inexpliquée ». Il est pourtant évident qu'en tirant plus des centaines de grenades en pleine nuit dans un champ, les gendarmes ont pris le risque de mutiler voire de tuer. Encore une fois, le procureur couvre les forces de l'ordre qui ont mutilé à vie le teufeur de 22 ans. Une indécence sans borne quand on connaît les dégâts irrémédiables que peuvent causer les armes de la police. Sale maquillage, étant donnée la force brutale déployée pour tenter d'anéantir la rave party en hommage à Steve.

Les chiffres officiels sont éloquentes. Ils font état de 48 tirs de LBD, et de plus de 1400 de grenades tirées en quelques heures. Dans le flot de cartouches, des grenades dites lacrymogènes de type "explosives". L'une d'elle a arraché la main du jeune homme. Des compagnies de Gendarmes Mobiles intervenaient sur place ce soir là : la gendarmerie est coupable. Laisser planer le doute. Faire porter la responsabilité des blessures ou des décès aux victimes de crimes policiers est un exercice de communication bien rodée.

**Lors de violences policières, c'est toujours la même histoire avec la justice et les médias aux ordres. Les syndicats policiers d'extrême-droite ont eu beau organiser un rassemblement nauséabond devant l'Assemblée Nationale en fustigeant l'appareil judiciaire d'être trop laxiste, la réalité est exactement inverse. Si la justice est laxiste, c'est bien à l'égard des policiers ultra-violents. Pire, avec les médias, ils sont doublement protégés. Steve Maïa Caniço, Rémi Fraisse, Adama Traoré, Zineb Redouane ... La liste est longue. À chaque fois le même scénario : justice tente de désengager la responsabilité de ces criminels en uniforme, les mêmes mensonges.**

Adama meurt asphyxié sous le poids de trois gendarmes à Beaumont sur Oise. Les juges d'instruction commandent une multitude d'expertises médicales pour inventer une « maladie cardiaque » qui serait, en fait la cause de la mort du jeune homme. Rémi Fraisse meurt après un assaut ultra-violent sur la ZAD de Sivens, tué par une grenade offensive encore plus puissante que la GLI-F4 ou la GM2L - grenade responsable de la mutilation à Redon - lancée par les gendarmes mobiles qui lui arrache une partie du dos. Là encore le pouvoir gagne du temps. Les représentants de l'État suggèrent que Rémi avait « peut-être » des « explosifs artisanaux » dans son sac. Qu'il serait responsable de sa mort. Un mensonge abjecte.

Dans le cas de la mort de Steve, Le procureur et les médias relaient en boucle la thèse fallacieuse de l'IGPN. Steve serait tombée dans l'eau « sans doute avant » l'opération policière. Malgré les témoignages accablants de personnes ayant vu un individu tomber et disparaître dans la Loire au moment de la charge. Malgré le téléphone de Steve qui s'arrête de sonner quelques minutes seulement après le début de l'intervention des flics cette nuit là. Tout le monde savait qui avait tué Steve, mais il aura fallu attendre deux ans pour que le commissaire Chassaing, responsable de la charge policière le soir de la fête de la musique soit convoqué par le juge d'instruction. Et devinez qui est le procureur qui dirige les actes de l'enquête ? Philippe Astruc encore lui. Philippe Astruc qui a également mis des moyens délirants pour arrêter et poursuivre une autre free party, organisée à Lieuron pour le Réveillon. Couvrir la police, persécuter la fête, à chaque fois. Gagner du temps pour décourager les familles de victimes de s'organiser contre la machine répressive.

**Laisser planer l'incertitude pour éteindre les colères et les révoltes. Instiller le doute dans la tête de l'opinion publique. Voici l'infâme manège que nous rejoue le pouvoir lors de chaque affaire.**

(post de Nantes Révoltée)

## **4 LE CHAUFFEUR DE LA MINISTRE DES ARMÉES TRAFIQUAIT DES ARMES AVEC DES FASCISTES**

Difficile d'illustrer encore plus nettement la collusion entre les officines du sommet de l'Etat et l'extrême droite. Alors que des militaires haut gradés ont publié plusieurs appels à commettre un putsch d'extrême droite, que l'ancien garde du corps de Macron s'adonnait au tabassage de manifestant déguisé en policier, c'est à présent un chauffeur personnel de Florence Parly, la Ministre des armées, qui est impliqué dans un trafic d'armes avec « l'ultra-droite ».

; En janvier dernier, trois sous-officiers français et deux retraités de l'armée étaient été interpellés par la Brigade de répression du banditisme dans le cadre d'une vaste opération de démantèlement d'un trafic d'armes présumé. Plus de deux cents armes ont alors été saisies, ainsi qu'au moins une tonne de munitions, destinées à être revendues notamment à des réseaux de l'ultradroite. De quoi s'inquiéter fortement : alors qu'on envoie de simples Gilets Jaunes ou teufeurs derrière les barreaux pour des motifs dérisoires, les nostalgiques du fascisme s'équipent d'armes lourdes et se préparent à la guerre.

; Médiapart révèle en plus que l'un de ces trafiquants côtoyait quotidiennement les plus hautes autorités du pays : il était chauffeur au cabinet de la ministre des armées. Le caporal-chef S. avait été nommé conducteur au service logistique du cabinet de Florence Parly en juillet 2020. À la suite de son interpellation en janvier 2021, il a été mis en examen des chefs « d'acquisition, détention, cession et transport en réunion d'armes de catégories 1 et 3 » et d'« association de malfaiteurs » dans l'affaire du trafic d'arme.

; Mediapart s'inquiète : « Comment est-il possible qu'un homme soupçonné d'avoir remilitarisé des armes afin de les revendre à des réseaux de l'ultradroite et à des narcotrafiants ait pu avoir, plusieurs mois durant, la tâche hautement sensible de conduire les plus hauts fonctionnaires du ministère des armées ? » Collusion assumée, service rendu à l'extrême droite, incompétence hallucinante au sein des cercles de pouvoir ? Tout est possible. En attendant les fascistes monopolisent l'agenda médiatique et s'infiltrèrent au sommet de l'Etat en attendant l'étincelle ... Et les révolutionnaires sont plus désarmés que jamais.

(post de Nantes Révoltée)

## ¥ REDON : LA GENDARMERIE A EMPÊCHÉ LES POMPIERS DE SECOURIR LES BLESSÉS GRAVES

### ► Tentatives de meurtres, non assistance à personnes en danger, mise en danger de la vie d'autrui -

Si nous étions en guerre, cela constituerait un crime de guerre passible d'une cour pénale internationale. Mais nous sommes en France, et c'est l'Etat et ses forces de répression qui attaquent leur propre population. Extraits de l'enquête de Mediapart :

; « J'ai honte d'être pompier. Un jeune risquait de mourir. Nous le savions. Mais nous ne pouvions pas intervenir. » Lors de la free party qui s'est déroulée les 18 et 19 juin à Redon (Ille-et-Vilaine), un jeune homme de 22 ans a perdu sa main. D'autres ont été gravement blessés. Mais, selon les documents et témoignages recueillis par Mediapart, la préfecture a bloqué les pompiers à l'entrée du site. Mettant ainsi des vies en danger.

; Cette nuit-là, responsable de la mise en oeuvre des secours, la préfecture motive son refus par le fait qu'aucun plan d'évacuation des blessés n'a été anticipé, et que l'accès au site n'est donc pas sécurisé [...] L'argument révèle un très haut niveau d'amateurisme [...] mais aussi une bonne part de mauvaise foi. Selon un pompier, bouleversé : « Quand il s'agissait d'aller chercher des gendarmes blessés à l'intérieur, il n'y avait pas de problème, d'autres gendarmes nous escortaient. »

; « À partir de minuit, nous avons commencé à recevoir de nombreux appels de jeunes qui étaient sous les tirs de grenades lacrymogènes », nous confie un pompier. « Certains étaient pris de panique, d'autres suffoquaient », poursuit-il. « Nous suivions ce qu'il se passait sur les réseaux sociaux. Cela en dit long sur notre absence d'information », précise un autre secouriste. Ce n'est que le lendemain, le 19 juin, aux alentours de 18 heures, que

les pompiers auront accès directement au site afin de secourir des jeunes dont deux, signalés comme « urgence absolue », et « plusieurs tombés à l'eau ».

; Quand la situation de la main arrachée se confirme, les gendarmes ne permettent toujours pas aux pompiers d'accéder au site pour secourir le jeune mutilé. Ils laissent passer l'association Techno + pour qu'elle aille chercher le blessé. « Quels ordres a donnés la préfecture ? En tout cas, elle a interdit l'accès aux pompiers pour secourir les jeunes, selon l'un des responsables de Techno+, Sébastien Petit. [...] Heureusement, une jeune femme a réussi à conduire le jeune homme mutilé à l'hôpital. Les pompiers l'apprennent à 3 h 30. « C'était un soulagement mais qui n'efface pas la colère », nous raconte un pompier.

; À 4 h 8, les pompiers reçoivent un appel d'un « gendarme blessé » léger. Deux minutes plus tard, il est pris en charge, et conduit à l'hôpital où il est admis vers 4 h 30. Lorsque les gendarmes sont pris en charge, l'ambulance est parfois « encadrée par un groupe d'intervention de gendarmerie spécialisé dans la récupération des GD [gendarmes] blessés », précisent les pompiers [...] à 8 h 25, les pompiers sont intervenus. Mais c'était, de nouveau, pour venir soigner un gendarme dont l'état ne nécessitera pas son évacuation.

; « Nous ne pouvions pas nous engager en tant que pompiers dans cette zone. C'était trop dangereux. Mais la préfecture comme la gendarmerie n'ont pas réfléchi à la mise en danger qu'ils faisaient courir à ces jeunes. C'est si inquiétant de voir cela. Ce sont nos enfants. »

(post de Nantes Révoltée)

## **4 RÉPRESSION DE REDON : GENDARMERIE, PRÉFECTURE, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, TOUS RESPONSABLES, TOUS COUPABLE**

Mediapart s'est procuré les notes produites par la gendarmerie nationale lors de la free party réprimée de Redon. Elles reviennent sur le week-end cauchemardesque qui a vu un jeune homme perdre sa main à la suite de l'intervention des forces de l'ordre. Ces notes accablent toutes la chaîne de commandement de la préfecture d'Île et Vilaine au ministère de l'intérieur.

Extraits :

; Plusieurs services de renseignements mobilisés tout le week-end sur place avec des agents des infiltrés parmi les teufeurs :

"Au cours de cette intervention, dans la nuit du 18 au 19 juin, un jeune homme de 22 ans a eu la main arrachée. Ces notes évoquent un dispositif totalement disproportionné et révèlent l'impassibilité, voire l'indifférence des forces de l'ordre, pourtant informées en temps réel de l'état d'urgence vitale du jeune teufeur. Lorsque celui-ci a la main arrachée, des agents d'un service de renseignement, infiltrés parmi les jeunes, informent leur hiérarchie. Pour autant, aucune assistance ne lui est portée."

; Des grenades tirées en quantité astronomique dont la GM2L : "À minuit trente, les gendarmes, rejoints par un quatrième escadron composé de 55 hommes, opèrent des « tirs nourris de grenades », ainsi qu'il est retranscrit dans le compte-rendu des opérations.

Alors que les premières interpellations ont lieu, l'usage de grenades lacrymogènes, de désencerclement et de GM2L, est fait massivement et sans interruption."

¡ Intervention du GIGN : cette unité "d'élite" de la gendarmerie nationale est formée pour intervenir généralement sur des opérations antiterroristes ou lors de prises d'otages. À Redon les fonctionnaires du ministère les ont mandaté de détruire le matériel sonore. "Le 19 juin, « en liaison étroite avec le cabinet du ministre de l'intérieur », ainsi qu'il l'a précisé à la presse, le préfet d'Ille-et-Vilaine, Emmanuel Berthier, a fait intervenir 14 militaires de l'antenne du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (AGIGN) de Nantes pour saccager tout le matériel (enceintes, tables de mixage, groupes électrogènes) prévu pour la fête."

¡ Un déploiement policier complètement disproportionné et ahurissant : "Outre l'antenne du GIGN, près de 11 escadrons de gendarmerie se sont relayés, venant notamment de Blois, du Havre, de Satory, de Pontivy ou de Cherbourg, ainsi que trois compagnies de CRS, dont celles de Mulhouse et de Saint-Brieuc."

Comme le confirme Médiapart "rien n'a été fait pour secourir ce jeune homme. Néanmoins, les services de gendarmerie sont restés actifs pour fournir des renseignements le concernant." C'est tout l'appareil policier qui a du sang sur les mains. Une tentative de meurtre en bande organisée. Du gendarme tireur de la grenade GM2L qui a déchiqueté la main du jeune teufeur à la plus haute hiérarchie policière, ils sont tous coupables.

(post de Nantes Révoltée)

## «LA RÉGRESSION EN MARCHEÑ

Dans un entretien à Elle, Emmanuel Macron a affiché être opposé au port du Crop top au lycée. Entendez un t-shirt qui laisse découvrir le nombril, qui selon le président aurait pour volonté de choquer...

Pour Macron, "tout se qui renvoie à une identité, une volonté de choquer ou d'exister n'a pas sa place à l'école."

Qu'on se le dise, la jeunesse n'a pas vocation à exister... Encore moins à avoir une identité. Vision claire de la société dont rêve Macron et son monde.

Pire, avec cette déclaration, Macron sexualise le ventre des ados, puisque voir leur nombril serait quelque chose de sexuel !

(post de Cerveaux non disponibles)

## PENDANT QUE LA PLANETE BRULE : MEDIAS FASCISTES

Il fait 50° au Canada, un cyclone a déferlé en Europe centrale, des invasions de rats sans précédent ont lieu en Australie et les experts annoncent un réchauffement irréversible et un avenir apocalyptique à court terme. Mais en France, voici les sujets qui font la « une » de l'actualité :

- ▶ Les musulmans et musulmanes, leurs vie, leurs voiles, leurs maillots de bains, leur foi, leurs traditions. Une députée raciste veut même interdire les « danses traditionnelles » lors des mariages ! Une haine obsessionnelle, mortifère, fasciste.
- ▶ Macron veut interdire le « crop top », ce T-Shirt court, pour les lycéennes : mentalité de père de famille conservateur des années 1950
- ▶ L'écriture inclusive qui menacerait la civilisation

► Les repas végétariens à la cantine qui seraient un danger pour le pays

**Le RN n'a pas besoin de gagner les élections, ses idées hideuses sont déjà absolument partout. Les historiens du futur regarderont avec étonnement cette période d'abrutissement généralisé, durant laquelle les élites ont préféré faire monter les idées d'extrême droite et les « polémiques » les plus ignobles plutôt que de se préoccuper des sujets vitaux. Tout est fait pour faire monter les haines, les bêtises, la folie collective. C'est tout une caste politico-médiatique qu'il faut balayer d'urgence si on veut éviter de sombrer avec elle.**

(post de Nantes Révoltée)

## **QU'EST-CE QU'UN TIR DE GRENADE « RÉGLEMENTAIRE » ?**

**- En 20 ans, le nombre de munitions tirées par la police a été multiplié de façon exponentielle -**

Mediapart publie une grande enquête basée sur 145H de vidéos prises lors des manifestations depuis 2016. L'enquête vidéo explique que « 51 % des jets de grenades de désencerclement et 18 % des tirs de lance-grenades opérés par les forces de l'ordre en manifestation sont non réglementaires ».

Mais qu'est-ce qu'un tir « non réglementaire » ? Mediapart qualifie ainsi les tirs tendus de grenades lacrymogènes, formellement interdits et potentiellement mortels, et les tirs de grenades de désencerclement à hauteur de tête, acte tout aussi interdit et tout aussi dangereux. C'est pour nous une erreur, car une vision très extensive du « règlement ». Le tir d'une grenade de désencerclement vers sol n'est pas forcément « réglementaire » comme l'affirme la vidéo de Mediapart. A la base, ces grenades mutilantes, qui explosent en projetant des éclats de caoutchouc dans tous les sens, ne sont sensées être envoyées qu'en cas d'extrême nécessité pour « désencercler » un agent en grave danger pour son intégrité. La munition est classée dans la catégorie du « matériel de guerre » et son « emploi constitue un recours ultime avant l'emploi des armes à feu individuelles ».

Or, le nombre de tirs de grenades de désencerclement a explosé ces dernières années. Distribuées en 2002 par Nicolas Sarkozy, elles étaient peu utilisées jusqu'en 2016. Depuis les Gilets Jaunes, ce sont des milliers de ces grenades qui sont envoyées par la police, la plupart du temps pour le plaisir, sans autre nécessité que faire peur. Idem pour les lacrymogènes. Ce sont désormais des centaines de milliers de grenades qui sont envoyées chaque année, alors que leur usage était marginal il y a 20 ans. Le fait d'envoyer une grenade de désencerclement à hauteur de tête n'est pas seulement « non réglementaire », c'est une tentative d'homicide. Les tirs tendus de lacrymogène aussi.

**Cela veut dire que ce ne sont pas 50 ou 18% des tirs qui sont problématiques mais quasiment 100%. Le fait même d'envoyer des munitions explosives ou de saturer l'air de gaz chimique au moindre rassemblement est déjà problématique en soit. Il n'y a pas de « bon » maintien de l'ordre qui tirerait « gentiment » des grenades sur la population.**

Il n'en reste pas moins que l'enquête de Mediapart représente un important travail et part d'une bonne intention. Mais allons au fond des choses : il n'y a pas de « bon usage » des armes de la police. En parlant de « tirs réglementaires », on ne questionne même plus l'arrivée de ces armes dans nos vies, alors que la plupart n'existaient pas il y a 20 ans.

(post de Nantes Révoltée)

## ROISSY, LA POLICE GAZE GRÉVISTES ET POMPIERS

Depuis fin juin, les salarié.es aéroport de Paris ont entamé un mouvement de grève, soutenus par une intersyndicale. La direction ADP impose des baisses de salaires et primes, et en cas de refus c'est le licenciement pur et simple.

Excédés par l'arrogance des actionnaires, et une longue période de disette dans l'aérien, ils ne comptent pas se laisser faire.

Ce 9 juillet, une nouvelle marche a eu lieu à Roissy et Orly, avec une mobilisation exponentielle.

Plusieurs actions de blocage des terminaux ont déjà eu lieu, réprimées par des nasses, des verbalisations, et des menaces sur certains " meneurs" par des visites à domicile.

Les stratégies de Lallement, cautionnées par le gouvernement, sont égales à elles mêmes.

Réprimer, culpabiliser, isoler. Inspirées de celles du covid ?

Encore une fois, la variable d'ajustement est humaine, aucune issue n'est possible avec un tel gouvernement.

([post et vidéo sur Cerveaux non disponibles](#))



Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales... Innocent en prison sans procès

## – RÉVOLTE SUITE A LA MORT D'ADAMA : INJUSTICE (S) D'ÉTAT

En juillet 2016, Adama Traoré mourait asphyxié sous le poids de gendarmes dans la caserne de Persan, près de Beaumont-sur-Oise. Un crime d'Etat, une violence raciste et sécuritaire. Les jours suivants, le quartier du défunt s'embrase d'une légitime colère. Aucun gendarme ne sera arrêté pour la mort d'Adama, mais une enquête gigantesque se met en place contre les « émeutiers » présumés. Le frère d'Adama, Bagui Traoré, est arrêté et jeté en prison en attendant son procès.

¡ Plus de 4 années s'écoulent. Après 3 semaines de procès, Bagui Traoré vient d'être acquitté. Lors de leurs plaidoiries, ses avocats ont « dénoncé un « naufrage » de l'institution judiciaire et accusé les enquêteurs de l'avoir ciblé pour « faire diversion » à la mort de son frère Adama ». Si on peut se réjouir de cet acquittement, on ne peut qu'être révolté qu'un homme déjà endeuillé par la faute des forces de l'ordre ait été enfermé pendant des années sans procès. Bagui Traoré a passé 5 ans en prison pour rien, parce que les forces de l'ordre ont tué son frère et que sa soeur se bat pour la justice. 5 ans de détention « provisoire », pour que même le parquet reconnaisse l'absence de preuve et que les juges finissent par l'acquitter.

¡ Des innocents qui passent plusieurs années en prison, par dysfonctionnement organisé de l'institution policière et judiciaire, il y en a eu d'autres récemment : dans l'affaire Viry-Chatillon, à propos de policiers visés par des projectiles incendiaires, plusieurs jeunes hommes ont été acquittés après plusieurs d'années d'enfermement au terme d'une enquête baclée, truquée, et entièrement à charge. Comment se reconstruire après une telle injustice ?

¡ Il ne faut pas oublier les autres prévenus. Les peines distribuées aux autres personnes jugées sont extrêmement dures : deux hommes ont été condamnés à 8 et 12 ans de prison. Des années derrière les barreaux quand les criminels en uniforme ne sont jamais condamnés. Les accusés comparaissaient pour des « tentatives d'homicides » présumées sur les gendarmes, alors que dans cette affaire, les seuls responsables d'un décès sont assermentés par l'Etat. Pas de justice, pas de paix.

(post de Nantes Révoltée)

## ¥ « NOUS SOMMES EN GUERRE » SOCIALE

► Leur ruissellement c'est notre sang qui coule -

Ces dernières années, il n'y a pas eu de « crise » économique mais une accélération de la guerre sociale. Un transfert massif d'argent public vers les poches des ultra-riches.

¡ Selon le classement du magazine économique Challenges, en un an les 500 plus grandes fortunes françaises ont augmenté leur patrimoine de 300 milliards. Une explosion de richesses en plein COVID

¡ Ces grandes fortunes détiennent 47 % du PIB contre 6% il y a 25 ans. La richesse d'un pays riche comme la France a été accaparée massivement par une infime poignée de personnes. Une contre-révolution.

¡ Il y avait 50 milliardaires français en 2011, 95 en 2020 et 109 cette année. Le nombre de milliardaires a doublé pendant que le nombre de pauvres explosait !

¡ La fortune d'individus comme Bernard Arnault ou Bolloré et autres milliardaires qui contrôlent les médias ne cesse d'augmenter.

Ces sommes colossales pourraient largement couvrir les manques des hôpitaux, la sécurité sociales, les retraites, ou encore la précarité étudiante. Pourtant pendant ce temps, la santé, l'éducation et autres services publics vitaux sont dévastés, et le gouvernement veut continuer à nous dépouiller. Nous vivons donc bien une guerre sociale totale. On ne peut pas comprendre la brutalisation de la société et l'augmentation des violences policières sans observer cette augmentation des inégalités. La police nationale est la milice du capital. Elle fait régner un ordre de plus en plus injuste par une violence toujours plus terrible.

(post de Nantes Révoltée)

(note : les niveaux d'inégalités énormes précèdent souvent la chute d'une civilisation)



COMMUNIQUÉ DE PRESSE – 13 juillet 2021

Il faut croire que le Bal des migrants est un bon indicateur du climat politique en France. Il y a deux ans déjà, des personnes âgées venues danser avaient subi des contrôles de police et la soirée avait été interrompue dès 21 heures par la préfecture. Ça commençait déjà sérieusement à sentir le fascisme.

Cette année, le Bal a tout simplement été interdit sur décision de la préf., toujours elle. Raisons de sécurité. Pour justifier sa décision, la préfecture réussit l'exploit de faire partager au BAAM la responsabilité d'un raid que NOUS avons subi sur les réseaux sociaux. L'organisateur aurait en effet « contribué par ses prises de position publiques à rendre les policiers plus sages ».

Reprenez cette phrase : elle est une attaque directe et insulte au droit, pour une association militante, d'exprimer une opinion politique.

On pourrait également accuser les droitards de Twitter d'avoir fait enfler la polémique, trop heureux de trouver un nouveau défouloir à leur agilité raciste et xénophobe, traduite par autant de menaces de mort et de viol. Mais il faut admettre que certains de leurs arguments éclairés nous ont bien fait marier : ça ne sert à rien d'exiger le retrait de nos souscriptions, on n'en a jamais demandé !

Ce qui est plus agaçant, c'est de constater que la fachosphère est encouragée par des élus et responsables politiques se présentant comme progressistes, voire de gauche.

Vous, M. Jolivet (LRM), qui votez des lois xénophobes comme la loi Asile-Immigration en 2018 mais contribuez à faire annuler un évènement indésirable, et osez réclamer pour cela une médaille d'attribution, vous avez tout notre respect.

Vous, M. Grégoire (PS), qui une poignée de militants rivaux en non-vieillesse fait davantage réagir que les vôtres discriminatoires qui légalisent notre société (logement, travail, accès aux droits...), vous êtes le parti, à la tête de la capitale et du département, dévastateur des camps et lâche des mineurs isolés à la rue, vous avez tout notre dégoût.

Vous, politiciens et journalistes qui avez relayé une information erronée (le Bal était mixte et l'a toujours été) conduisant au harcèlement d'un DJ, puis à cette interdiction, vous avez toute notre aversion.

Mais avant de vous lancer à vos petits calculs électoraux, à vos médiocres triomphes et vos plateaux télé peant la naphaline, une dernière question : ça ne vous pose pas de problème de vous retrouver UNE FOIS ENCORE du côté de l'extrême droite ?

En ce qui nous concerne, nous savons pour qui et pour quel nous nous battons. Et nous continuerons à le faire, soustraits aux livres, musique à fond, célébrant déjà l'indivisible débat de votre siècle mondé raciste.

APPEL À MANIFESTATION À VENIR !

**Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales, innocent en prison... Le régime interdit aussi un bal revendicatif !**

## – LÉGION D'HORREUR

### ► Deux ennemis du peuple décorés par le gouvernement

; Claude d'Harcourt est un énarque issu de l'aristocratie, qui a notamment contribué à abîmer l'hôpital public à Marseille avant de débarquer à Nantes en novembre 2018. Dès son arrivée, il s'illustre par une extrême brutalité en réprimant avec férocité le moindre rassemblement, en organisant des nasses, des charges et des tirs de munitions contre tout ce qui bouge dans la ville. Lors du mouvement des Gilets Jaunes, il y a plusieurs centaines de blessés, 300 gardes à vue et trois personnes gravement mutilés rien qu'à Nantes. En avril 2019, il noie la fête foraine et les enfants qui s'y trouvent sous les gaz. En décembre, c'est la maternité de Nantes qui est dans les lacrymogènes. Le 21 juin 2019, la police nantaise attaque à coup de grenades des centaines de personnes qui font la fête au bord de la Loire. 14 personnes sont repêchées dans le fleuve, et Steve, 24 ans, meurt noyé. Claude d'Harcourt s'expliquera dans la presse : « les forces de l'ordre interviennent toujours de manière proportionnée. Face à des individus avinés [...] il est difficile d'intervenir de façon rationnelle ». Dans la foulée, il promet « des poursuites » contre les fêtards. Il fera interdire les manifestations pour Steve.

; Didier Lallement grimpe les échelons de l'appareil d'État français en tant que directeur de l'administration pénitentiaire. Lorsqu'il est en charge des prisons, il crée une unité paramilitaire destinée à mater les enfermés : les ERIS - Équipes Régionales d'Intervention et de Sécurité. Ces forces d'élite, formées par le GIGN, répriment les détenus en cas de mutinerie. Didier Lallement fait ensuite carrière en tant que préfet. Il s'illustre par une répression particulièrement sanglante dès les premières semaines du mouvement des Gilets Jaunes en Gironde. Lors de son arrivée à Bordeaux, le maire de la ville, Alain Juppé, avait appelé un de ses amis ancien ministre et lui demande : "dis donc, il paraît qu'on m'envoie un nazi ?". C'est un individu au visage malingre surmonté d'une casquette trop grande pour lui. Il incarne à lui seul la militarisation du maintien de l'ordre. À Paris, il déploie une violence policière extrême qui fait des milliers de blessés et d'arrêtés. Il déclare au journal Le Monde « je suis fana-mili », fait graver l'insigne de la Légion Étrangère sur sa moto, et pose avec la tenue et l'insigne des BRAV devant les médias. Il déclare au journal Le Monde : « Pour se prendre pour Jules Vallès, il faut avoir son Gallifet ». Gaston de Gallifet est un général surnommé le « Massacreur de la Commune », qui a le sang de milliers

d'insurgés parisiens sur les mains. Il est connu pour avoir mitraillé arbitrairement de nombreux prisonniers, « de préférence parmi les vieillards ou les blessés ». « Nous ne sommes pas dans le même camp » avait aboyé le préfet à une passante aux couleurs des Gilets Jaunes le 16 novembre 2019. Un parfum de guerre civile, comme cette déclaration lors de sa prise de fonction : « je suis là pour protéger le président ».

Ces deux hommes sont décorés de l'ordre de la Légion d'Honneur ce 14 juillet 2021 par le gouvernement français. En 2019 déjà, le gouvernement avait médaillé les policiers qui s'étaient illustrés par leurs violences contre les mouvements sociaux. Cette Légion d'Honneur, héritage de l'Empire, n'est pas une fierté tant elle ne sert qu'à récompenser les plus infâmes laquais, les plus ignobles agresseurs. C'est une marque de honte plus qu'une distinction. C'est une Légion d'Horreur.

(post de Nantes Révoltée)



**Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales, innocent en prison... L'Etat récompense ses plus zélés bourreaux**

## 14 juillet 2021 ÑPARIS SOUS LES GAZ.Ñ

Répression très forte en ce moment à Paris ou les manifestants contre le pass sanitaire et les mesures liberticides et anti sociales sont gazés et matraqués. On rappelle que ce 14 juillet avait été placé par Macron sous le signe de « la liberté »...

(post Cerveaux non disponibles)